
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi no 29

Bill No. 29

Loi sur la mise en tutelle de
certains syndicats ouvriers

An Act respecting the placing of certain
labour unions under trusteeship

Première lecture

First reading

M. COURNOYER

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975

Projet de loi no 29

Loi sur la mise en tutelle de
certains syndicats ouvriers

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Dans la présente loi, on entend par :

a) « syndicat » :

1. Le local 144 de la F.T.Q.-Construction (Association Unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des Etats-Unis et du Canada) ou United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local 144, groupement de salariés formé pour la poursuite d'un but commun dans la province de Québec, affilié à la Fédération des travailleurs du Québec et ayant son bureau d'affaires à Montréal;

2. Le local 791 de la F.T.Q.-Construction (union internationale des opérateurs de machinerie lourde) ou International Union of Operating Engineers, Local 791, groupement de salariés formé pour la poursuite d'un but commun dans la province de Québec, affilié à la Fédération des travailleurs du Québec et ayant son bureau d'affaires à Montréal;

3. Le local 1677 de la F.T.Q.-Construction (Fraternité internationale des ouvriers en électricité) ou International Brotherhood of Electrical Workers, Local 1677, groupement de salariés formé pour la poursuite d'un but commun dans la province de Québec, affilié à la Fédération des tra-

Bill No. 29

An Act respecting the placing of certain
labour unions under trusteeship

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. In this act,

(a) "union" means

(1) The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local 144, or, le local 144 de la F.T.Q.-Construction (Association Unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des Etats-Unis et du Canada), a group of employees formed for the pursuit of a common objective in the province of Québec, affiliated with the Québec Federation of Labour and having its place of business at Montreal;

(2) The International Union of Operating Engineers, Local 791, or, le local 791 de la F.T.Q.-Construction (Union internationale des opérateurs de machinerie lourde), a group of employees formed for the pursuit of a common objective in the province of Québec, affiliated with the Québec Federation of Labour and having its place of business at Montreal;

(3) The International Brotherhood of Electrical Workers, Local 1677, or, le local 1677 de la F.T.Q.-Construction (Fraternité internationale des ouvriers en électricité), a group of employees formed for the pursuit of a common objective in the province of Québec, affiliated with the Québec Federa-

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet a pour objet de mettre en tutelle les locaux 144, 791 et 1677 de la F.T.Q.-Construction et de prolonger de trois ans la tutelle des locaux 89 et 101 de la même centrale.

EXPLANATORY NOTE

The object of this bill is to place Locals 144, 791 and 1677 of the QFL (Construction Trades) under trusteeship and to prolong the trusteeship of Locals 89 and 101 of that federation by three years.

vailleurs du Québec et ayant son bureau d'affaires à Montréal;

b) « président »: le président du conseil d'administration;

c) « conseil d'administration »: le conseil d'administration du syndicat, institué par l'article 2;

d) « ministre »: le ministre du travail et de la main-d'œuvre.

2. Est institué un conseil d'administration pour chacun des syndicats; ce conseil est composé d'un président et de deux autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adjoindre au conseil d'administration le personnel qu'il juge nécessaire.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la rémunération, les allocations, les indemnités, le traitement ou, s'il y a lieu, le traitement supplémentaire du président et des autres membres du conseil d'administration ainsi que ceux de son personnel.

4. L'absence ou l'incapacité d'agir du président ou d'un autre membre du conseil d'administration n'empêche pas les membres du conseil d'administration d'exercer leurs fonctions.

Il en est de même au cas de vacances au sein dudit conseil.

5. 1. La gestion et la direction du syndicat sont confiées au conseil d'administration, qui en exerce tous les pouvoirs.

2. Nonobstant toute loi ou règlement contraire, le conseil d'administration peut:

a) après approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, apporter aux statuts et règlements du syndicat des changements propres à pourvoir le syndicat d'une direction plus efficace et à en favoriser le progrès, de façon notamment à assurer éventuellement la participation des travailleurs;

b) révoquer ou suspendre tout administrateur, dirigeant ou membre du personnel du syndicat et, s'il y a lieu, leur nommer des remplaçants et fixer leur traitement;

tion of Labour and having its place of business at Montreal;

(b) "chairman" means the chairman of the board of trustees;

(c) "board of trustees" means the board of trustees of the union, established under section 2;

(d) "Minister" means the Minister of Labour and Manpower.

2. A board of trustees is established for each union; each such board consists of a chairman and two other members appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

The Lieutenant-Governor in Council may appoint to the board of trustees the personnel he considers necessary.

3. The remuneration, allowances, indemnities, salary, or, if necessary, the additional salary of the chairman and the other members of the board of trustees and of its personnel shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

4. The trustees are not prevented from acting by the absence or inability to act of the chairman or any other member of the board of trustees.

The same applies in the case of any vacancy on the said board.

5. (1) The management and control of the union are vested in the board of trustees which shall exercise all the powers thereof.

(2) Notwithstanding any contrary act or regulation, the board of trustees may:

(a) after approval by the Lieutenant-Governor in Council, make any amendments to the constitution and by-laws of the union of such a nature as to provide the union with more efficient management and to advance the general welfare of the union, in such a manner as to especially ensure eventual participation of the workers;

(b) remove or suspend any director, officer or member of the personnel of the union, and, if necessary, appoint persons to replace them and fix their salary;

c) poursuivre ou être poursuivi en justice au nom du syndicat dans tous les cas où le syndicat pourrait poursuivre ou être poursuivi;

d) instituer des programmes d'éducation syndicale destinés aux membres du syndicat;

e) recourir à tous les moyens nécessaires pour promouvoir l'épanouissement d'une véritable vie syndicale au sein du syndicat;

f) assurer la formation de nouveaux agents d'affaires et délégués de chantier et le perfectionnement de ceux qui restent en place;

g) surveiller l'application des décrets ou conventions collectives applicables;

h) faciliter le retour d'une administration démocratiquement élue;

i) préparer à cette fin l'élection, dans les derniers mois de la tutelle, par scrutin secret contrôlée par eux, de nouveaux membres pour administrer le syndicat, et faire en sorte que ces derniers puissent prendre la relève à l'expiration de la tutelle;

j) former des comités de négociation;

k) nommer des comités chargés de consulter les membres du syndicat sur leurs revendications et acheminer les résultats de ces consultations aux comités de négociation.

3. Le conseil d'administration peut notamment exercer, dans le cadre des statuts et règlements du syndicats et dans la mesure y prévue, les pouvoirs suivants:

a) tirer, accepter, faire ou endosser des lettres de change ou des billets à ordre, au nom ou pour le compte du syndicat;

b) emprunter pour le compte du syndicat et donner des sûretés à même les biens du syndicat;

c) aliéner les biens du syndicat.

4. Le conseil d'administration peut déléguer par écrit, en totalité ou en partie et aux conditions qu'il détermine, ses attributions aux personnes qu'il désigne.

6. Les membres du conseil d'administration n'encourent aucune responsabilité pour leurs actes ou omissions s'ils agissent de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

(c) sue or be sued in the name of the union in any case where the union may sue or be sued;

(d) establish labour union education programmes for the benefit of the union members;

(e) employ any necessary means to promote the development of a true spirit of unionism in the internal operations of the union;

(f) ensure that the new business agents and job-site stewards are trained and that those who continue in office receive further training;

(g) supervise the application of the decrees or collective agreements which apply;

(h) facilitate the return of a democratically elected administration;

(i) for such purpose, prepare for the election, in the final months of the trusteeship, by secret ballot under their supervision, of new members to manage the union, and arrange for such persons to take over at the expiration of the trusteeship;

(j) form negotiating committees;

(k) appoint committees to consult the members of the union on their demands and to forward the results of such consultations to the negotiating committees.

(3) The board of trustees may in particular, within the scope of and to the extent provided by the constitution and by-laws of the union, exercise the following powers:

(a) to draw, accept, make or endorse any bill of exchange or promissory note in the name of or on behalf of the union;

(b) to borrow on behalf of the union and to offer property of the union as security;

(c) to alienate property of the union.

(4) The board of trustees may delegate in writing any or all of its powers to the persons it designates, on the conditions it determines.

6. The members of the board of trustees are exempt from liability for their acts or omissions in the exercise of their duties in good faith.

7. Quiconque fait obstacle au conseil d'administration ou à l'un de ses membres ou délégués dans l'exercice de leurs fonctions, intervient ou tente d'intervenir dans les affaires du syndicat en tutelle ou incite les salariés à faire obstacle au conseil d'administration ou à l'un de ses membres ou délégués, est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus dix mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

8. Tous les biens du syndicat, y compris les biens détenus pour lui par autrui, sont attribués au conseil d'administration.

9. 1. Quiconque a la garde de biens, de registres, de livres ou de documents, concernant les biens du syndicat doit, à la demande du conseil d'administration, les lui remettre ou les remettre à la personne désignée par ce dernier.

2. Les administrateurs, dirigeants ou membres du personnel du syndicat qui sont révoqués ou suspendus doivent immédiatement cesser tout acte d'administration et notamment s'abstenir de se réunir à cette fin, de conclure des contrats, de faire des paiements, de donner des ordres à leurs membres ou de communiquer avec eux au sujet d'affaires syndicales.

3. Quiconque omet de se conformer au présent article est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins mille dollars pour chaque jour que dure cette omission ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

10. 1. Les opérations suivantes, si elles ont été faites le (*insérer ici la date du dépôt du présent projet de loi*) ou après cette date autrement que sur décision du conseil d'administration ou de ses délégués sont annulables:

a) tout paiement d'un montant d'argent appartenant au syndicat ou à ses membres, ou déposé ou détenu au crédit ou au profit de l'un d'eux;

b) toute aliénation, bail, privilège ou sûreté visant des biens du syndicat;

7. Any person who obstructs the board of trustees or one of its members or delegates in the exercise of their duties, interferes or attempts to interfere in the affairs of the union under trusteeship or incites the employees to obstruct the board of trustees or one of its members or delegates, is guilty of an offence and liable to a fine of not less than five hundred dollars nor more than ten thousand dollars or to imprisonment for two years or to both such fine and such imprisonment.

8. All property of the union, including all property held by any person for the benefit of the union, is vested in the board of trustees.

9. (1) Every person having custody of property, or of registers, books or documents respecting property of the union must, at the request of the board of trustees, deliver them to it or to the person it may designate.

(2) The directors, officers or members of the personnel of the union who are removed from office or suspended shall immediately cease all acts of administration and shall in particular refrain from meeting for such purpose, from making contracts, from making payments, from giving orders to their members or from communicating with them on union affairs.

(3) Every person who fails to comply with this section is guilty of an offence and liable to a fine of not less than one thousand dollars for each day of default or to imprisonment for not more than two years, or to both such fine and such imprisonment.

10. (1) The following transactions are voidable if made on or after (*insert here the date of the introduction of this bill*) otherwise than by decision of the board of trustees or its delegates:

(a) any payment of an amount of money belonging to the union or its members, or deposited or held to the credit or for the benefit of one of them;

(b) any alienation, lease, privilege or security respecting property of the union;

c) toute entente touchant un paiement, une aliénation, un bail, un privilège ou une sûreté affectant des biens du syndicat.

2. Un juge de la Cour supérieure peut, à la demande du conseil d'administration après signification des avis que le juge ordonne, déclarer nulle toute opération visée au paragraphe 1; dès lors, l'opération est nulle à tous égards et aussi à l'endroit de tout acquéreur ou bénéficiaire subséquent.

3. Le conseil d'administration peut recouvrer les biens qui ont fait l'objet d'une opération déclarée nulle en vertu du paragraphe précédent, de la personne qui a acquis les biens du syndicat ou de toute autre personne en faveur de laquelle lesdits biens ou leur produit ont été aliénés.

11. Le président doit, dans les trois mois qui suivent la fin de chaque année, ou à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, transmettre à ce dernier un rapport sur la gestion et la direction du syndicat par le conseil d'administration.

[[**12.** Les émoluments du conseil d'administration sont prélevés à même le fonds consolidé du revenu.

Les autres dépenses sont assumées par le syndicat.]]

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter les règlements qu'il juge nécessaires pour l'application de la présente loi.

14. Rien dans la présente loi n'affecte les droits ou les obligations du syndicat, ni les instances pendantes, à moins que le conseil d'administration n'en décide autrement.

15. Les peines prévues par la présente loi sont imposées suivant la Loi des poursuites sommaires et la deuxième partie de ladite loi s'applique.

16. L'article 5 de la Loi sur la mise en tutelle de « International Union of Elevator Constructors, Locals 89 and 101 » (1974, chapitre 116) est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

(c) any agreement concerning a payment, alienation, lease, privilege or security in respect of property of the union.

(2) A judge of the Superior Court may, upon application by the board of trustees after the service of such notices as the judge may order, declare void any transaction mentioned in subsection 1; thereupon the transaction is void in all respects and also regarding any subsequent acquirer or beneficiary.

(3) The board of trustees may recover the property which was the object of a transaction declared void under the preceding subsection, from the person who acquired the property from the union or from any other person to whom the said property or its proceeds was alienated.

11. The chairman shall, within three months after the termination of each year, or at the request of the Lieutenant-Governor in Council, send to the latter a report of the management and control of the union by the board of trustees.

[[**12.** The emoluments of the board of trustees shall be paid out of the consolidated revenue fund.

The other expenditures shall be assumed by the union.]]

13. The Lieutenant-Governor in Council may make such regulations as he deems necessary for the carrying out of this act.

14. Nothing in this act affects the rights or obligations of the union, or any pending suit, unless the board of trustees decides otherwise.

15. The penalties provided for in this act shall be imposed in accordance with the Summary Convictions Act, and Part II of the said act applies.

16. Section 5 of the Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, Locals 89 and 101" under trusteeship (1974, chapter 116) is amended by replacing subsection 2 by the following:

« 2. Nonobstant toute loi ou règlement contraire, le conseil d'administration peut:

a) après approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, apporter aux statuts et règlements du syndicats des changements propres à assurer une direction plus efficace et à favoriser le progrès du syndicat, tout en assurant la participation des travailleurs;

b) révoquer ou suspendre tout administrateur, dirigeant ou membre du personnel du syndicat et, s'il y a lieu, leur nommer des remplaçants et fixer leur traitement;

c) poursuivre ou être poursuivi en justice au nom du syndicat dans tous les cas où le syndicat pourrait poursuivre ou être poursuivi;

d) instituer des programmes d'éducation syndicale destinés aux membres du syndicat;

e) recourir à tous les moyens nécessaires pour promouvoir l'épanouissement d'une véritable vie syndicale au sein du syndicat;

f) assurer la formation de nouveaux agents d'affaires et délégués de chantier et le perfectionnement de ceux qui restent en place;

g) surveiller l'application des décrets ou conventions collectives applicables;

h) faciliter le retour d'une administration démocratiquement élue;

i) préparer à cette fin l'élection, dans les derniers mois de la tutelle, par scrutin secret contrôlé par eux, de nouveaux membres pour administrer le syndicat, et faire en sorte que ces derniers puissent prendre la relève à l'expiration de la tutelle;

j) former des comités de négociation;

k) nommer des comités chargés de consulter les membres du syndicat sur leurs revendications et acheminer les résultats de ces consultations aux comités de négociation. »

17. L'article 16 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **16.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction; elle expirera le *(insérer ici la date qui suit de trois ans la date de l'entrée en vigueur du projet de loi*

“(2) Notwithstanding any contrary act or regulation, the board of trustees may:

(a) after approval by the Lieutenant-Governor in Council, make any amendments to the constitution and by-laws of the union of such a nature as to ensure more efficient control and to advance the general welfare of the union while ensuring the participation of the workers;

(b) remove or suspend any director, officer or member of the personnel of the union, and, if necessary, appoint persons to replace them and fix their salary;

(c) sue or be sued in the name of the union in any case where the union may sue or be sued;

(d) establish labour union education programmes for the benefit of the union members;

(e) employ any necessary means to promote the development of a true spirit of unionism in the internal operations of the union;

(f) ensure that the new business agents and job-site stewards are trained and that those who continue in office receive further training;

(g) supervise the application of the decrees or collective agreements which apply;

(h) facilitate the return of a democratically elected administration;

(i) for such purpose, prepare for the election, in the final months of the trusteeship, by secret ballot under their supervision, of new members to manage the union, and arrange for such persons to take over at the expiration of the trusteeship;

(j) form negotiating committees;

(k) appoint committees to consult the members of the union on their demands and to forward the results of such consultations to the negotiating committees.”

17. Section 16 of the said act is replaced by the following:

“ **16.** This act shall come into force on the day of its sanction; it shall expire on *(insert here the date following three years after the date of the coming into force of Bill*

no 29) ou à toute date antérieure que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera. »

18. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction; elle expirera le (*insérer ici la date qui suit de trois ans la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) ou à toute date antérieure que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

No. 29) or on any earlier date that may be determined by the Lieutenant-Governor in Council."

18. This act shall come into force on the day of its sanction; it shall expire on (*insert here the date following three years after the date of the coming into force of this act*) or on any earlier date that may be determined by the Lieutenant-Governor in Council.

